

Programme de réintégration communautaire et de relèvement à l'Est de la RDC (CRRP)

Code ATLAS du projet : 00074113

RAPPORT ANNUEL 2011



Les Ex combattants à la fin d'Apprentissage de métier

Table des matières

1. INTRODUCTION.....	3
2. OBJECTIFS.....	4
2.1. OBJECTIFS GENERALES	4
2.2. OBJECTIFS SPECIFIQUES.....	4
3. STRUCTURE DU CRRP	4
4. LES ORIENTATIONS IMPORTANTES PRISES PENDANT LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET	4
5. LES RESULTATS ATTEINTS.....	6
5.1. LE DESARMEMENT ET LA DEMOBILISATION	6
5.2. LA REINSERTION TRANSITOIRE.....	8
5.3. LA REINSERTION DURABLE	8
5.4. LES AUTRES ACTIVITES.	17
6. LES PRINCIPALES CONTRAINTES.....	17
7. LEÇONS APPRISES	18
8. PERSPECTIVES POUR 2012.....	19
ANNEXE 1 : LES MICRO-PROJETS PAR PROVINCE/DISTRICT	21
1. LES LISTES DE EXCOMBATTANTS REISNERES PAR FILIAIRE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
3. CARTE DE PROFILAGE DU PROJET EXCOMBATTANTS NORD-KIVU .	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

1. Introduction

Les interventions appuyées par le PNUD notamment à travers le Programme de Réintégration et Relèvement Communautaire dans l'Est (CRRP) s'inscrivent dans l'appui que l'Organisation apporte au Plan de Stabilisation et de Reconstruction de l'Est du Congo élaboré par le gouvernement de la RDC et dont l'objectif est de « stabiliser l'Est de la République Démocratique du Congo en améliorant l'environnement sécuritaire et en restaurant l'autorité de l'Etat dans les zones autrefois contrôlées par les groupes armés, en facilitant le retour et la réintégration des personnes déplacées et réfugiées, et en accélérant la relance des activités économiques. »

Cette intervention s'inscrit plus particulièrement dans l'appui à la stratégie de stabilisation du Gouvernement de la RDC (STAREC) et fait partie intégrante de la stratégie ISSSS (la stratégie de la communauté internationale et les Nations Unies d'appui à la stabilisation et la sécurisation) et se concentre sur l'appui aux retournés (personnes intérieurement déplacées et réfugiés), avec une attention particulière aux ex-combattants, aux autres groupes vulnérables et aux communautés d'accueil en général, dans le Nord Kivu, le Sud Kivu, l'Ituri, le Maniema et le Nord Katanga.

Un des axes de ce programme, mis en œuvre par le PNUD, notamment à travers le Programme de Réintégration et Relèvement Communautaire dans l'Est (CRRP) consiste d'une part à appuyer le processus de démobilisation des ex combattants issus des groupes armés signataires des actes d'engagement et, d'autre part à assurer leur réinsertion socio-économique durable au sein de leurs communautés d'accueil respectives.

La situation actuelle dans l'Est de la RDC demeure volatile et il est difficile d'en prévoir les développements. Il faut craindre qu'une mauvaise réintégration de tous ces groupes dans leurs communautés, ne puissent constituer un réservoir de recrutement pour la guerre, et occasionner des tensions sociales. Afin de garantir plus de perspectives pour une paix durable, il n'est pas seulement nécessaire d'assurer la réinsertion des ex-combattants, mais aussi de renforcer les bases fragiles communautaires à travers des initiatives de réintégration et de relèvement communautaires, notamment dans les zones d'intervention du STAREC.

Ce programme complète les actions humanitaires concernant les crises et les situations d'urgence, et ses activités se focalisent sur les zones à forte concentration de retournés, des ex-combattants et d'autres populations affectées par la guerre qui constituent les communautés d'accueil elles-mêmes. Avec un potentiel pour la transition vers le développement, afin d'améliorer les conditions de vie (économique, sociale, politique) et la vie quotidienne des populations. Ceci réduit également les risques de reprise des conflits dans ces régions, en créant de meilleures perspectives économiques. En général, ces zones de concentration des retournés et des ex-combattants ne reçoivent que peu d'attention des interventions. Cette approche intégrée aidera également à reconstruire la cohésion sociale car les différents groupes tireront bénéfice des projets conjointement mis en application, contribuant de ce fait au processus de réconciliation

Le projet vise la réinsertion des ex-combattants associés à d'autres groupes vulnérables par une approche communautaire afin d'assurer leur retour durable à la vie civile normale et diminuer le risque de recrutement des jeunes et des ex-combattants par les groupes armés. Il vise aussi le renforcement des capacités des communautés d'accueil. Il a démarré en mars 2010 pour une période de 18 mois et couvre l'Est de la RDC (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Ituri et Nord-Katanga). Au total, le projet vise réintégration socio économique de 12.000 ex combattants et 12.000 membres des communautés d'accueil. Le budget du programme s'élevait a un montant de 18.611.454 dollars EU, le projet est financé par le Peace Building Fund (4.405.342 dollars EU) et le BCPR (5.172.830

dollars EU), alors d'un montant total de 9.578.172 \$, environ le moitié des fonds nécessaires pour réaliser les activités, alors les résultats attendus (notamment la prise en compte de 12.000 ex-combattants et 12.000 civils) devraient être adaptées aux fonds disponibles. Néanmoins, les activités ont démarré en espérant des fonds additionnels pour pouvoir réaliser tous les résultats attendus.

2. Objectifs

Le but de ce programme est de poser les bases favorables au développement durable, à travers des actions de pacification et de stabilité.

2.1. Objectifs générales

Appui de la réintégration socio-économique des populations affectées par la guerre, avec une attention particulière pour les ex-combattants et la jeunesse à l'est de la République Démocratique du Congo.

2.2. Objectifs spécifiques

24.000 retournés, réfugiés, ex-combattants, dépendants des ex-combattants, femmes associées aux groupes et forces armés et autres groupes vulnérables sont durablement réintégrés.

Ces objectifs spécifiques ne sont pas atteignables avec la moitié des fonds nécessaires, alors les atteintes doivent être plus modestes, en fonction des finances disponibles.

3. Structure du CRRP

Le programme est structuré autour de cinq composantes principales:

- 1) Identification des groupes cibles et des activités économiques de réinsertion
- 2) Cohésion sociale, prévention des conflits et appui à la réintégration des ex-combattants et des retournés,
- 3) Renforcement des capacités des autorités locales et des communautés, et promotion de la bonne gouvernance,
- 4) Amélioration de l'accès aux Services Sociaux de base à travers la reconstruction et/ou réhabilitation des infrastructures sociales au sein des communautés avec une concentration élevée des retournés et/ou des ex-combattants, et
- 5) Revitalisation et mobilisation communautaire à travers la promotion des moyens de vie durables, comprenant des activités génératrices de revenu.

4. Les orientations importantes prises pendant la mise en œuvre du projet

Plusieurs décisions importantes ont été prises au cours de l'exécution du projet. Il s'agit entre autres de 1) la modification de ration ex-combattants-vulnérables des communautés d'accueil, 2) relance des activités de DD (démobilisation, désarmement) durant les revues du management 3) validation d'études socio économiques dans les zones d'intervention du projet, la poursuite des sélections des projets par les ONG d'envergure, capables de prendre un plus grand nombre des bénéficiaires en compte, et qui ont sous sous-traités avec des ONG locales. Appui à l'environnement parmi les actions transversales. L'implication de la partie nationale dans le processus de projet pour son appropriation.

1) Proposition de revue du quota ex-combattants /membres de la communauté.

L'analyse des budgets CRRP 2010 en tenant compte du quota 50/50 ex-combattants/membres de la communauté a montré qu'en respectant de manière stricte ce principe, le projet prendraient en compte plusieurs cas de vulnérables issus des communautés des. C'est la raison pour laquelle le principe 50 ex-combattants contre 50 membres de leur communauté d'accueil au lieu du principe 70/30, a été proposé. Une réunion interprovinciale en novembre 2011 des parties prenantes du CRRP (Gouvernement, PNUD, STAREC) a été organisée à Goma pour entériner ces propositions et les bailleurs (BCPR/PBF) ont été informés de cette évolution.

2) Reprise du processus DD 2^{ème} semestre 2011

Un programme d'appui aux opérations DD à travers l'exercice de profilage socio-économique de 750 éléments résiduels déjà libérés par le DDRRR et la SMI dans les zones de regroupement de centres retenus. Sur les 4000 EXc résiduels en attente de démobilisation se sont poursuivi durant l'année 2011.

Les villages suivants ont été concernés par le profilage : il s'agit pour le Nord-Kivu de : Masisi Kitshanga Ngungu Rutshuru lubero (Kirumba Kanyabayonga Beni walikale Goma. Et le Sud Kivu/Kalehe centre /Bukavu /Minova

Durant l'année écoulée, le PNUD avait pris la décision de ne pas participer plus au processus de DD (désarmement et démobilisation) en attendant la mobilisation des fonds supplémentaires pour le R (réinsertion).

3) Réunion du comité technique interprovincial et les décisions prises

Une réunion du comité Technique interprovincial du programme de Lutte contre la Pauvreté CRRP et USAID. Cette réunion avait comme objectif de i) apprécier les niveaux d'exécution des projets interprovinciaux, ii) d'assurer le suivi d'ensemble iii) de relever les défis en vue de statuer sur certaines décisions et recommandations stratégiques qui s'impose par rapport à la prolongation de la durée de ces projets.

Parmi les recommandations les plus importants ont été entre autres

1. Prolonger le projet CRRP de 12 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2012 et proposer un plan de travail plus réaliste par l'équipe technique du PNUD.
2. Faire en sorte que les fonds CRRP/BCPR assure la partie fonctionnement des fonds d'exécution USAID
3. Orienter le partenariat d'exécution des projets vers les ONG de grande envergure, qui de par leur expérience ont la capacité d'exécution de projet DDR
4. Le souhait de remettre les quotas égaux appliquant des non-combattants 50% (autres Groupes vulnérables) et 50% d'ex-combattants a été exprimé. Car il estime portant de prendre en considération étant donné le nombre élevé de retournés et les différents groupes vulnérables
5. Poursuivre les échanges avec le gouvernement pour obtenir une décision officielle concernant la poursuite ou non des opérations DDR
6. Pendant la mise en œuvre des activités de réinsertion, le PNUD a favorise de travailler avec des ONG de grandes envergures. Ceux-ci ont développés des outils de gestion des microprojets destinés aux bénéficiaires.
7. Les outils développés par les Experts du PNUD (approche Ex combattants) ont facilité les l'exécution des projets par les partenaires et à standardiser les actions sur terrain.

4) **Le désarmement et la démobilisation.**

Les membres qui constitue la Cellule de coordination des opérations (CCO) DDR, composé de FARDC Amani Leo, PNUD, MONUSCO DDR/RR, ont fait le constat que l'exécution du programme de DDR des éléments résiduels des ex-groupes armés depuis le mois de septembre 2010, quelque 650 éléments ont fait, *volontairement et à titre individuel*, la démarche du désarmement et de la démobilisation à travers le DDR/RR de la MONUSCO. Tous ont été dûment identifiés et enregistrés par la SMI. L'absence de programme DDR actif depuis le début de 2011 n'a pas permis de réaliser la réinsertion socio-économique et communautaire de ces 650 ex-combattants qui constituent un réservoir de frustrations et, partant, d'instabilité et d'insécurité.

Le PNUD a informé les partenaires que des fonds, n'appartenant pas au programme « DDR Résiduels », permettraient d'assurer la réinsertion socio-économique et communautaire de ces 650 ex-combattants, moyennant un profilage préalable, par le PNUD, des besoins de leur réinsertion sur base des données statistiques d'identification (listes) et de répartition géographique (lieux de retour) détenues par la MONUSCO-DDR/RR. La contrepartie nationale (représentation des FARDC) a assisté aux activités de profilage. Pendant la durée du profilage (maximum trois jours par site en fonction du nombre d'ex-combattants à traiter), les ex-combattants recevaient un appui nourriture équivalent à 1 USD par homme, par jour.

L'éligibilité à la réinsertion socio-économique et communautaire du PNUD était basée sur la présentation par chaque ex-combattant de son document de sortie du DDR/RR, dûment signé par la SMI et la MONUSCO-DDR/RR.

Un délai de 2 à 3 mois après le profilage. Le profilage peut commencer dans un délai de 2 semaines après réception de l'aval gouvernemental.

Afin de minimiser le risque de générer un flux de combattants armés encore actifs que la suspension actuelle du programme « DDR Résiduels » ne permettrait pas d'absorber, la CCO avait recommandé d'abandonner tout paiement de filets de sécurité aux ex-combattants qui avaient remis une arme.

L'exécution de la réinsertion socio-économique et communautaire de ces 650 ex-combattants démobilisés à titre individuel ne préjuge en rien de la réalisation ou non du plan « DDR Résiduels ». Toute autre démobilisation volontaire, qui pourrait survenir avant l'aval du gouvernement pour la reprise des opérations DD, n'engagerait en aucune façon le PNUD. Le nombre - 650 - sera à déduire du total envisagé dans le plan initial (4000-650 = 3350).



Kakuke Vahwere, 32 ans, ex-combattant, est grâce au soutien du PNUD devenu un éleveur de 11 chèvres et de 6 moutons à Butembo. Dans le cadre du Programme de Réintégration et Relèvement Communautaire dans l'Est du Congo (CRRP), Kakuke a rendu ses armes et a suivi la formation d'éleveur de bétail, qui lui permet à présent de vivre de façon intégrée dans sa communauté d'accueil

l'élevage de L'EXCOMBATTANT unité de production qui paye

5. Les résultats atteints

Cette partie informe sur les activités de réintégration durable et les autres activités afin de fournir un tableau de résultats attendus et atteints.

Pour rappel, la stratégie de la mise en œuvre de la partie DD passe par les activités suivantes :

- Une campagne massive de sensibilisation
- Une phase d'identification, enregistrement et profilage des ex-combattants

Après les ex-combattants entre dans des activités de réintégration à long terme.

À la date d'aujourd'hui, toutes ces activités ont été réalisées à travers les opérations menées soit dans les Centres de Regroupement (DD), soit dans les communautés d'accueil (R) avec la participation des autorités gouvernementales à tous les échelons de la province du Nord Kivu.

Le nombre total des ex-combattants démobilisés est de 4378 ex-combattants démobilisés, répartis comme suit

PROVINCE	EX DEMOBILISES	COMBATTANTS	AUTRES INFORMATIONS
Nord Kivu	1128		Nouveaux cas 21 XC macaron PNUD non encore réinsérés identifié par SOPREDU à Lubero axes villages Bunyantenge, Oninga qui étaient inaccessibles
Sud Kivu	889		Mais 893 XC ont été réinsérés. Donc, 4 XC de plus.
Maniema	2361		1046 (CR) de KATAKO et 1315 de WAMAZA
Total	4378		

OPERATIONS DE REPROFILAGE ET IDENTIFICATON DES DEMOBILISES

PROVINCE	NOMBRE D'exc. RESIDUELS	AUTRES INFORMATIONS	TOTAL
NORD -KIVU	395		395
SUD- KIVU	20		20
MANIEMA	-		-
TOTAL	415		415

Un programme d'appui aux opérations DD à travers l'exercice de profilage socio-économique de 750 éléments résiduels déjà libérés par le DDRRR et la SMI dans les zones de regroupement de centres retenus sur les 4000 EXc résiduels. Les résultats suivants ont été obtenus

OPERATIONS DE REPROFILAGE ET IDENTIFICATON DES DEMOBILISES

PROVINCE	NOMBRE D'exc. RESIDUELS	AUTRES INFORMATIONS	TOTAL
NORD -KIVU	395		395
SUD- KIVU	20		20
MANIEMA			
TOTAL	415		415

5.2. RAPPEL

De la réinsertion transitoire

La réinsertion transitoire se réalise surtout à travers des activités HIMO (Haut-Intensité de Main d'œuvre) des l'environnement dans les espace d'intérêt communautaire. Cette transition était jugée nécessaire pour combler le temps entre la démobilisation et la réinsertion durable, car il fallait un certain temps de préparer les activités de réinsertion durable.

De l'identification des éléments résiduels (EX combattants) :

Pendant la démobilisation les ex-combattants donnent des informations concernant où ils veulent retourner, quelle activité économique ils préfèrent entamer et aussi d'autres informations (niveau de formation, etc.). Sur base de ces informations il faut identifier des ONG ou ILD capables d'assurer la réinsertion des ex-combattants dans les milieux choisis et avec des activités appropriées. Ceci explique la nécessité, pour nos grands partenaires ont sélectionnées pour Walikale L'OIM a travaillé avec les Ong locales ALPM. A Masisi et Rutshuru Caritas avec ALPN, à Lubero Le partenaire SOPREDU travaille dans le cadre de la mise en œuvre avec trois ONG locales qui sont IDCL, APAVEC et ALPN, care internationale avec SANOKI et ETN,.

À Goma avec L'ONG Care, et à Walikale avec OIM, les activités HIMO concernaient plus l'entretien et nettoyage des caniveaux à Njingala, Mubi, la construction des latrines, l'entretien des routes dans le village de Kiziba II en territoire de Nyiragongo

N.B Comme le projet a été capable d'assurer la réinsertion, la préférence a été donné à la réinsertion durable directe et alors après la phase de démarrage du projet, les activités transitoire ont considérablement diminué. L'activité HIMO ne concernait que le volet environnement.

5.3. La réinsertion durable

La réintégration socio économique durable se fait au travers des microprojets générateurs de revenus : Elle consiste à appuyer les bénéficiaires directs dans la création par eux-mêmes des micro- entreprises et/ou des activités génératrices de revenus économiquement viables de leur choix. A cet effet, l'ex-combattant ou le civil de la communauté d'accueil reçoit une formation technique doublée d'une formation à l'éducation civique et en gestion.

A. Les activités d'appui à la réintégration des bénéficiaires sont conduites par les partenaires retenus par le PNUD pour assurer une réintégration réussie. Elles visent à offrir les produits et services suivants:

- 1) Les communautés d'origine ou d'accueil sont sensibilisées et préparées sur le retour des démobilisés et leurs dépendants et la nécessité d'une cohabitation pacifique;
- 2) Les ex-combattants sont ré-identifiés, informés et sensibilisés sur le processus de réinsertion/réintégration, les opportunités et options de réintégration possibles ;
- 3) Une étude socio économiques des opportunités d'emploi sont réalisées dans les zones d'intervention des projets. un document d'étude est produit qui facilite les partenaires à orienter les cibles par les activités porteuses. le gouvernement de s'approprier les travaux en faveur d'autres partenaires.
- 4) Un atelier de validation des études socio économiques réalisées, la partie nationale s'approprie les actions de projet et diffuse les manuels de l'étude.
- 5) Les projets de réintégrations approuvés sont financés par tranche sur la base du planning d'activités convenu entre le partenaire et le PNUD ;
- 6) Les ex-combattants sont formés : (i) formation au métier choisi, (ii) formation en gestion, (iii) formation à l'éducation civique ;
- 7) Les fournitures, les matériels et outillages (kits par activité de réinsertion) sont distribués ;
- 8) Les ex combattants sont encadrés dans l'installation et le démarrage de leurs activités; regroupés en association et reconnues comme opérateurs économiques dans le milieu.
- 9) Les ex combattants en associations accèdent aux financements à travers les IMF du milieu par le système de crédit solidaire. Les comptes privés sont ouverts et l'esprit de l'épargne renaît.
- 10) Les activités sont suivies par le partenaire et le PNUD et les Ong locales sous traités, sur base d'indicateurs d'impacts socio-économiques notamment le revenu généré, le nombre d'emploi créé par l'AGR, le niveau d'intégration de l'ex-combattant dans la communauté ;
- 11) Un cadre de concertation, d'évaluation et d'échange d'expériences entre les principaux acteurs et mis en place. Il donne l'occasion de faire le point sur ce qui a marché, ce qui n'a pas marché et les recommandations/mesures à prendre ;
- 12) Les activités de résolution pacifiques des conflits entre les communautés et les ExC sont gérées par les cadres de concertation mise en place, la radio communautaire, les clubs d'écoute, et les comités de paix
- 13) Les activités de l'environnement (reboisement, assainissement, réhabilitation des latrines, construction des paillottes de paix, entretien et équipement des radio communautaires, renforcement des capacités des structures organisationnels des gestions des unités de production et les autres thèmes transversaux (VIH/SIDA, lutte contre les violences basée sur les Genres SGBV , sont soutenu dans les zones d'intervention du projet.
- 14) A la fin du projet, un rapport d'exécution est élaboré et adressé au PNUD et une évaluation finale du projet est réalisée par le PNUD avant le déboursement de la dernière tranche du financement.

L'aspect communautaire de l'intervention du PNUD se traduira par une association de membres de la communauté aux ex-combattants retenus par le projet, le taux de participation des uns et des autres dépendant de la vulnérabilité des premiers et de la concentration des deuxièmes.

D'une manière générale, un montant de 750 \$ pour la réinsertion des bénéficiaires est retenu, mais en pratique ce montant varie un peu selon l'activité choisie par le bénéficiaire et aussi de la formation nécessaire. Certaines formations pour des activités d'artisanat requièrent des montants complémentaires aux 650 \$ prévus pour la réinsertion étant donné leur durée (3 à 4 mois) avant de démarrer l'activité.

B. résultats atteints :

1. par rapport à la réintégration des ex-combattants les résultats suivants ont été atteints dans les zones d'intervention du projet avec l'appui des partenaires de mise en œuvre :

- 985 ex combattants (839) et 449 (363) membres vulnérables des communautés d'accueil ont bénéficié d'un accompagnement complet en vue de leur réintégration socio-économique et communautaire dans la vie civile. Ils sont devenus opérateurs économiques à travers des unités de productions permettant de dégager un revenu minimal de 1 dollar américain par jour, dans diverses filières
- Plus de 165.000 familles dans plus de 65 villages des territoires de Walikale, Masisi, Rutshuru Nyiragongo, lubero, Beni, et Goma rural s'approvisionnent régulièrement en denrées dans les unités de production installés dans les secteurs de production suivants : la savonnerie (200/ jr), l'élevage des lapins, le petit commerce manufacturé, l'extraction d'huile de palme (100litres par jour), la boulangerie/pâtisserie,(80 pains /jr) et offre les services dans la coiffure, la menuiserie , mécanique, le transport moto.

*Atelier et kiosque d'un
bénéficiaire*



- 16 jeunes ont poursuivi leurs études secondaires et parviennent à se payer un supplément des les frais scolaires de 5\$/mois pour leurs formations.
- 199 groupes solidaires autour des unités de production communes créés sont redynamisés dans les milieux pour la réinsertion communautaire durable des ex combattants et autres membres de la communauté d'accueil pour la cohabitation pacifique et la gestion commune des affaires.

- 18 comités de gestion (de boisement, des presses à huile, ateliers divers) et des maintenances des ouvrages (route, latrines, marchés) sont fonctionnels, facilitent la relation entre les nouveaux opérateurs et les services étatiques dans les transactions commerciales à Walikale, Rutshuru, Lubero et Nyiragongo
- 121 groupes de 5 bénéficiaires chacun se sont constitués en (pré)coopératives et ont ouverts 13 comptes dans les institutions de micro-finance à Lubero, Beni et Goma.
- 35 exc formés en diverses techniques de métiers ont obtenus de brevet après l'évaluation par la Division des Affaires sociales et L'INPP à Goma et Rutshuru
- 124 personnes dont 100 femmes ont appris à lire et à écrire à Béni
- 2 centres d'attraction deviennent visibles dans le territoire de Nyiragongo par l'ouverture de 3000 m de route entre 2 villages de Mudja et Kiziba II pour l'évacuation des produits vers la ville de Goma.
- 3 jeunes désœuvrés sont pris comme stagiaires, recommandés par les autorités locales dans les ateliers de couture et cordonnerie, structures initiées par les Ex combattants à Nyamirima et Goma rural.
- Le repiquage des plus de 1500 plantules de caféiers dans le Rutshuru(Kibirizi, Nyamirima) après la destruction par trysoches (la maladie de la plante) relance la culture de cette espèce pérenne et dépasse la culture de subsistance vers l'économie industrielle par les bénéficiaires.

3. Pacification, prévention des conflits et gouvernance communautaire :

- En novembre 2011, la société civile du Nord Kivu a organisé un processus complet d'élections internes, qui a abouti au renouvellement du bureau de coordination. Cette élection a donné un signal positif auprès de la population sur le fait qu'une alternance pacifique est possible, quelque soit le niveau de pouvoir.
- 1 radio communautaires a été renforcée à Walikale, et contribue à la consolidation des dynamiques locales de prévention et de gestion des conflits. Celle-ci est dotée d'organes et outils de gestion fonctionnels.
- Les populations des 2 groupements du territoire de Walikale, le sud Kivu au niveau du parc de Kahizi biega, le territoire voisin de Lubutu en province Orientale suivent les émissions et magazines de pacification et résolution des conflits diffusées. Les autres chaînes privées locales (Mubi, Njingala) ont bénéficié du projet dans le renforcement des capacités en techniques de gestion. Ces radios contribuent à transformer les villages au niveau de la gestion des rumeurs, le principe des élections et gestion de l'environnement.
- 19 comités locaux de paix composés de 9 personnes ont été installés dans le 19 villages et 4 territoires de Masisi, Ruthuru, Walikale et Lubero et Goma rural. Des Conflits entre Ex-combattants et communauté d'accueil, déplacés et réfugiés, - conflits d'intérêts autour des projets sont résolus de manière pacifique dans 9 Cadres de concertation des Résolution des conflits communautaire
- 23 comités locaux de paix et de développement et paillottes de paix ont été installés et résolvent au quotidien des conflits interethniques, d'héritage, de succession, conflits de terre, agriculteurs éleveurs, aires protégées autour du Parc National de Virunga, conflits entre agri éleveurs et ICCN ou autres conflits fonciers ou de terres.
- Renforcement communautaire à travers la mise en place de groupes d'écoute mixtes et intercommunautaires : 8 groupes (club) d'écoutes créés en territoires de Walikale ayant un total, 240 personnes dont 110 femmes et 130 hommes ont été formés et méthodes de gestions de conflits, techniques d'hygiène et développement, lutte contre les violences sexuelles et le VIH/SIDA.
- 89 postes radios ont été distribuées et utilisées par les membres de groupe d'écoutes à Walikale pour la Campagne de sensibilisation radiophonique sur la cohabitation pacifique et la prévention des conflits organisée.

4. Protection de l'environnement

- 1345 élèves, enseignant et parents et voisins des écoles de Walikale (Institut MAKIAMBI et EP MUBI) et les 14 malades internés et la population estimée à 123.000 qui fréquentent les structures de santé (Centre de Santé ELIBA/MUBI et Poste de Santé MORIA) utilisent les 8 blocs de latrines réhabilités en leur faveur.
- En territoire de Walikale, les marchés fonctionnent régulièrement par la construction et le débouchage de canaux de drainage (960 mètres linaires à Ndjingala et 15.000 mètres linéaires à Walikale).
- 110 ha de reboisement des villages qui ont subi les affres de la guerres par l'abattage des arbres utilisés comme bois de chauffe sont couverts de verdure, les érosions sont combattues par la plantation de 5.850 plantules disponibles plantées dans plus de 98 sites. Plus de 2.525 cyprès et 5500 arbres agro-forestiers distribués, plantés et sont en croissance.
- 300 ménages sensibilisés sur l'utilisation des foyers améliorés à Walikale exploitent rationnellement les bois des forêts communautaires protégées.

Le nombre total des bénéficiaires en cours de réinsertion s'élève a 1188 personnes (hommes et femmes confondus), dont 845 EXC et 343 membres de la communauté comme le montre le tableau suivant.

. Tableau 4 : Résumé des projets, bénéficiaires en budgets en cours

3. Nord-Kivu 2011

Territoire	Partenaire	Projet	N° XC	N° civils	Montant en US \$
Beni	FORIC	Réintégration durable de 20 XC + 6 membres de la communauté à travers les activités du petit commerce	20	6	15 600,00
	MAAMS	Réinsertion durable de 8 XC + 2 membres de leurs communautés dans les activités agropastorales en territoire de Beni □	8	2	6 000,00
	MCOV	Projet d'appui aux activités agro-pastorales de réinsertion durable en faveur des XC en territoire Beni	14	6	4 500,00
	Sous total		50	14	26 100,00
Masisi / Rutshuru	Caritas	Réintégration durable de 181XC et 77membres de leur communauté d'accueil à travers la création d'emploi dans les territoires de Masisi et Rutshuru	181	77	204 836,00
	Caritas avenant	Réintégration durable de 87XC et 30membres de leur communauté d'accueil à travers la création d'emploi dans les territoires de Masisi et Rutshuru	87	30	88 231,00
	Sous total		268	107	293 067,00
Goma / Nyiragongo	CARE intern.	Réinsertion durable des XC et membre des communautés d'accueil dans le territoire de Goma/Nyiragongo	78	26	149 998,00
	Sous total		78	26	149 998,00
Lubero/ Butembo	SOPREDU 1	Réinsertion durable des ex combattants et d'amélioration des conditions et de la qualité de vie des communautés d'accueil à butembo ville et périphérie	30	20	14 400,00
	SOPREDU 2	Réinsertion durable des ex combattants et d'amélioration des conditions et de la qualité de vie de leurs communautés d'accueil en territoire de Lubero	81	31	90 000,00
	Sous total		111	51	104 400,00
Walikale	OIM	Réinsertion et réintégration durable de 145 XC et 63 associés civil à Walikale, Province du Nord-Kivu	145	63	377 617,00

	BENEVOLENCIJA	radio communautaire pour la consolidation de dynamique locale de prévention et gestion des conflits à Beni et Walikale	0		172 400,54
	STAREC :	Comités locaux permanent de réconciliation pour la prévention et la résolution pacifique des conflits dans les territoires de Béni et Walikale	0		113227\$
	ETN	Réinsertion durable de 275 XC et membres de leur communauté d'accueil à HOMBO et ses environs	193	82	113 250,00
	Sous total		338	145	776 494,54
	Montant restant à payer (engagement)				381104,4
	Montant payés				1189157, 14
	TOTAL GENERAL		845	343	1 350 059,54

Seules les dernières tranches de ces microprojets (en rouge) ont été payées sur les fonds CRRP. Une grande partie a été payée sur les fonds italiens ou MDGF

Quelques microprojets sont financés en partie sur d'autres projets et/ou des financements propres au PNUD (TRAC) .

Kakuke Vahwere, 32 ans, ex- combattant, est grâce au soutien du PNUD devenu un éleveur de 11 chèvres et de 6 moutons à Butembo. Dans le cadre du Programme de Réintégration et Relèvement Communautaire dans l'Est du Congo (CRRP), Kakuke a rendu ses armes et a suivi la formation d'éleveur de bétail, qui lui permet à présent de vivre de façon intégrée dans sa communauté d'accueil.



Nom : Kambale Rama

Age : 36 ans

N° : EPC1100531

Date de démobilisation : 28 Novembre 2008 à Maboya.

Grâce à petit commerce d'élevage des chèvres un capital de 450\$ Monsieur Kambale est devenu autonome avec une place bien connue sur le Marché central de Beni où il vend de géniteurs et des chairs à la communauté aujourd'hui son économie en banque locale Coopec où il épargne est de 200\$. Son épouse est devenu ambulante avec un capital lui confié par les dividendes Per capita



Nom :

**Kavira
Christine**

**Kavira
Christine,
35 ans, ex-
combattante
, a bénéficié
de l'appui
du PNUD
dans le
cadre du
projet de la
réinsertion
socio
économique
des ex-
combattants
à Beni.**

Vendeuse de denrées alimentaires au départ, elle a ensuite élargi ses activités par la vente de cartes prépayées de téléphonie mobile, et aujourd'hui elle encadre d'autres femmes vulnérables en tissage de paniers et en fabrication de savons

Il est important de souligner que des études sur les filières économiques prometteuses ont été faites pour guider les choix des activités de réinsertion des bénéficiaires. En 1^{er} par nos partenaires Caritas à Masisi et Rutshuru, une maison de consultance à été mis en contribution

Succes story

République Démocratique du Congo : ensemble, les ex-combattants et leurs anciennes victimes rêvent d'un futur professionnel

Jusque décembre dernier, Mama Joie, une veuve de guerre, mère de huit enfants, « *n'avait plus la force de se débrouiller, a vu ses enfants partir dans la rue et restait à la maison toute la journée* ». Aujourd'hui, coiffeuse dans son propre salon, elle « *peut payer l'école de ses enfants, les laver, les vêtir, les nourrir et même épargner* ». Après trois années dans le groupe rebelle Maï-Maï, Masudie, un ex-combattant de 20 ans, participe avec Mama Joie à « *Espoir de Demain* » un projet de réintégration socio-économique conjoint du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de Care.

Les accords de paix de Goma de 2008 marquent la fin de la guerre dans l'est de la République Démocratique du Congo (RDC). Cependant, l'ensemble des communautés craint encore à ce jour les violences sexuelles, les pillages ainsi que les pratiques d'extorsion de fonds. Afin de répondre à son mandat, le PNUD mène un Programme de Réintégration Communautaire et de Relèvement (CRRP en anglais) dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema et le district d'Ituri. De 2010 à 2012, ce programme dispose de plus de USD 11 millions afin d'appuyer la réintégration socio-économique des populations affectées par la guerre.

Très démunie avant la formation, ce projet a « *jeté une corde (à Mama Joie) pour l'aider à sortir d'un grand trou noir. Elle se sentait parfois découragée de travailler avec des ex-combattants* », mais restait motivée, car ses enfants pourront avoir une « *vie normale* » grâce à son travail. Et Zoé Kongolo, son ancien formateur en coiffure, ajoute qu'il « *pense qu'il les aide vraiment en leur apprenant un métier* ».

Le CRRP a, depuis son lancement en 2010, identifié et enregistré quelque 4.813 ex-combattants via pas moins de douze centres et autant de points de regroupement. En ce qui concerne la réintégration socio-économique durable des ex-combattants et des membres de leur communauté d'accueil, des ONG locales et internationales sont chargées par le PNUD d'implémenter des micro-projets générateurs de revenus (petit commerce, coiffure, briqueteries, par exemple). A cet effet, quelque 320 bénéficiaire ont déjà suivi des formations. Les équipes techniques du PNUD assurent le suivi de la mise en œuvre.

« *Nous allons procéder à une deuxième vague, tout en tirant les leçons du premier partenariat. Nous souhaitons entre autres faire le suivi des anciens bénéficiaires et ajouter une dimension de démobilisation « mentale » à travers une approche psycho-sociale. Je pense que notre atout est la réinsertion socio-économique mixte* » affirme un expert de la réintégration du PNUD RDC. Le suivi rapproché par des comités de suivi locaux est un facteur auxiliaire de réintégration réussie. En mars 2011, USAID a accordé un financement supplémentaire de près de USD 4 millions pour les activités de réintégration.

Pour Masudie, Mama Joie, et tant d'autres, ce projet leur permet de reprendre leur destin en main, de rêver d'un futur professionnel et surtout, de construire la paix dans l'est de la RDC.

À retenir :

- L'incidence de la pauvreté dans le Nord-Kivu est de 72,9 %, de 84,7% dans le Sud-Kivu, et de 58,5% dans le Maniema. La moyenne nationale est 71,3%. Cette pauvreté s'exprime fortement chez les femmes.

- Depuis 2010, quelque 1128 ex-combattants et membres vulnérables de leur communauté d'accueil ont participé à des projets de réintégration et ont entamé des activités économiques
- selon la Monusco DDRRR, on estime à 15 le nombre de groupes armés rebelles à l'Est de la RDC

5.4. Les autres activités.

Comme le projet indique, il ne s'agit pas seulement d'un projet de réinsertion socio-économique et communautaire des ex-combattants, mais le projet vise aussi de fournir des bases pour aller vers la stabilisation et le développement.

A cet effet plusieurs éléments sont importants de souligner :

1) L'interaction avec d'autres projets du PNUD

Plusieurs projets en cours prennent aussi en charge des ex-combattants, toujours dans une approche communautaire. Il s'agit entre autre des projets :

Au Nord –kivu le projet financé par BCPR/CRRP comme pilot pour le relèvement précoce, qui inclut 16 ex-combattants pour le MDGFUND,(Projet Maams, Foric,) et 450 Exc seront pris en compte par USAID.

Dans le cadre de synergie avec d'autres partenaires, la recommandation de l'atelier interprovincial a demandé de faire en sorte que les fonds CRRP/BCPR assure la partie fonctionnement des fonds d'exécution USAID

2) Des activités spécifiques et des appuis aux projets en cours

Dans le cadre du CRRP, une étude a été diligentée par le consultant du PNUD Mr Emmanule Braun qui a fait l'objet de validation par la partie nationale au cours d'un atelier. Bien sûr ces filières diffèrent d'un endroit à l'autre. Par exemple selon Braun au Nord Kivu, 10 activités prometteuses ont été identifiées selon les zones (pêche, activités agricoles, élevage, apiculture, transformation des produits, petit commerce, coiffure, artisanat (coiffure, coutures, menuiseries)

L'étude a abouti à des recommandations entre autres celles de renforcer les centres de formation professionnels afin de créer des perspectives économiques pour les jeunes et diminuer les risques qu'ils soient recrutés par des groupes armés. Un autre exemple est la production de pépinières de 28000 plantules pour le reboisement de plus de 200 ha , la réhabilitation des canaux de drainage des eaux de pluie long de 5600 m à Walikale, l'appui aux radio communautaires par l'équipement en émetteur et distribution de plus de 300 récepteurs radio portatives transistor aux clubs d'écoute. Des comités constitués par les villageois pour l'échange, l'animation et la diffusion des sketches contenant des messages. Vulgarisation des techniques nouvelles en développement et la pacification. la gestion des informations dans laquelle des ex-combattants sont impliqués. Le CRRP fourni un appui financier à ces réhabilitations, mais la grande partie est financé par d'autres projets ou fonds issus du (PSAR, MDG FUND). Aussi faut-il signaler la collaboration avec HCR/UNHABITAT pour la mise en place des comités de réconciliation dans Rutshuru et Masisi en Province du Nord Kivu.

6. Les principales contraintes

La mise en œuvre du CRRP a été confrontée à plusieurs contraintes et difficultés majeures, qui ont pesé sur la performance du programme. Il s'agit notamment :

1. Le manque de ressources suffisantes :

Pour lever à court/moyen terme cette contrainte une proposition de restructuration du budget a été soumise au PBF notamment par rapport au quota de répartition entre ex-combattants et membres de la communauté qui était de 50/50 et qui est ramenée à 70/30, ainsi que la suspension du processus de DD en attendant la mobilisation des ressources additionnelles au 1^{er} semestre.

2. La suspension actuelle des opérations de démobilisation :

Vu l'obtention des ressources additionnelles il est regrettable que le ministère de la Défense interdise toute action concernant les derniers éléments résiduels.

3. L'inaccessibilité des certains axes :

Cette contrainte n'a pas favorisé le projet à atteindre tous les coins à la recherche des ex-combattants démobilisés comme c'est le cas à Pinga et le Sud ouest de Lubero ainsi que la population riverain du parc.

4. La faible capacité des autorités à s'approprier le processus :

En dépit des efforts engagés pour assurer une appropriation des activités par les autorités à travers différents mécanismes mis en place avec l'administrateurs des territoires (CLEP, Comité Conjoint de Suivi, Comité Technique de Suivi, CVD, CLD), le niveau d'appropriation observé reste timide. L'absence de cette responsabilisation et de l'appropriation a fragilisé le bon déroulement des micro-projets.

5. Situation sécuritaire :

La persistance de l'insécurité suite aux opérations militaires en vue de constituer les Régiment, la naissance d'autres groupes armées réfractaires au brassages, les opérations de Amani Leo pour le tracage des FDRL et autres groupes insurrectionnels, ont eu des conséquences sur l'accès de l'équipe à certains sites. Aussi, l'obtention préalable d'un visa de sécurité clearance pour faire le terrain a constitué un facteur limitant dans la mobilité de l'équipe de suivi.

6. La micro finance en appui aux activités du CRRP :

La complémentarité entre le PASMIF et le CRRP, bien qu'évidente, a été difficile à traduire sur le terrain en raison notamment de son mode opératoire et de la lenteur du PASMIF. Un sujet en discussion au sein du PNUD pour trouver des pistes d'amélioration

7. La dispersion du groupe cible et la forte mobilité

Les ex-combattants se trouvent par tout dans les provinces et ils se déplacent fréquemment vers d'autres zones à la recherche de leur survie quotidienne en attendant bien sûr que leurs projets génèrent des revenus.

8. la faible capacité des ONG locales.

La plupart sont à leur première expérience en matière de réintégration qui nécessite un renforcement progressif continu de toutes ses structures qui sont en place pour garantir l'impact tant recherché par le PNUD

7. Leçons apprises

La stratégie de sortie vise à créer les conditions devant garantir la continuité des activités génératrices de revenus et /ou de gestion des projets financés dans le cadre du CRRP et d'autres projets, après le retrait des organisations partenaires et du PNUD. A cet effet, la stratégie de mise en œuvre des différents projets avait déjà prévu la mise en place d'un dispositif de suivi participatif impliquant aussi bien les bénéficiaires que les autorités locales et d'un mécanisme de pérennisation des activités appuyées.

Pour cimenter cette stratégie, des protocoles d'accord entre les bénéficiaires et les représentants de la communauté ont été élaborés. Ils décrivent les rôles et responsabilités des parties dans la gestion des acquis des projets. Les comités de groupes solidaires sont constitués pour l'appropriation des communautés les travaux en corporation et coopératives sont mis en place, les documents juridiques et d'exonérations sont octroyés grâce aux comités locaux (cadre de concertation des projets institués).

Les retraits de cartes des démobilisés (macaron PNUD) remis au bénéficiaires restent un problème par rapport à la sécurité des ex-combattants qui ont difficile à accepter ce processus, car ils utilisent cette dernière comme document d'identité dans les villages. Afin de garantir leur sécurité les comités locaux mènent un plaidoyer auprès des autorités pour qu'ils obtiennent des documents civils (attestation des pertes de pièces ou autres).

Les travaux communautaires comme exploitation d'une unité de production est parvenu à renforcer la cohésion sociale des ex-combattants, devenus opérateurs économiques du milieu.

La pérennisation des activités des revenus à travers les différentes activités de commerce, d'approvisionnement, de transformation, d'écoulement et l'accès aux crédits des IMF en vue du renforcement des capitaux des bénéficiaires. Ceux-ci constituent des outils efficace pour promouvoir le relèvement des ces groupes. Mais un accompagnement s'avère indispensable après le moment où les micros projets clôturent, car ces unités de production (coopératives, groupes solidaires) viennent à peine d'être mises en place pour la plupart des projets.

La structuration des bénéficiaires en Organisations des Producteurs (OP), le renforcement de leurs capacités organisationnelles et de gestion doivent faciliter la viabilité dans la durée des appuis accordés. Avec la mise en place des organes de gestion de ces structures et des outils de gestion, des structures de pilotage impliquant les autorités locales et les services étatiques, des efforts de suivi et d'accompagnement doivent être soutenus pour rendre effective l'appropriation nationale visée.

Lors de la mise en œuvre des AGR, l'affectation de revenu est clairement définie de manière à répondre aux besoins de subsistance des bénéficiaires individuellement pris, mais aussi le fonctionnement de l'OP; l'épargne collective permet de renflouer le capital de l'OP ou de diversifier les AGR. Le suivi et l'accompagnement devraient être renforcé pour porter des fruits. Le bureau doit s'assurer de l'effectivité de cette politique pour soutenir la viabilité du changement engagé dans les communautés.

En définitive, la stratégie met un accent sur la structuration des bénéficiaires, le renforcement de leurs capacités organisationnelles et de gestion et la responsabilisation de la communauté à la protection des biens de ses membres. Les protocoles d'accord quant à eux, matérialisent la participation et l'appropriation et constituent des outils de référence pour arbitrer les différends éventuels au sein des structures bénéficiaires des interventions. Le PNUD doit maintenir un effort soutenu pour garantir durablement la dynamique de changement engagé dans les zones d'intervention. C'est là l'un des défis majeur à relever.

8. Perspectives pour 2011

Avec l'adhésion au processus de désengagement par les groupes armés réfractaires, un projet est envisagé ciblant plus ou moins 4.000 éléments résiduels qui pourraient démarrer en mai 2011. Ce projet compléterait le processus de DDR en cours et renforcerait les acquis du CRRP.

Les résultats des études socio-économiques des filières porteuses en cours, qui aboutissent à des appuis à la construction/réhabilitation des centres professionnels, au développement des nouveaux curricula, à l'appui aux centres de métiers et aux projets artisanaux, créent des nouvelles pistes en vue de renforcer la création d'emploi des jeunes et aussi pour les ex-combattants et autres personnes vulnérables.

Les initiatives en cours de renforcements des comités de paix et réconciliation, d'élaboration des plans de développement des groupements dans les zones d'interventions des projets PNUD, des initiatives concernant l'environnement (reboisement), etc. renforcent le processus du CRRP et méritent d'être renforcé.

Les défis majeurs restent l'appropriation nationale et la pérennisation des acquis. La clôture opérationnelle du CRRP en septembre 2011, exige un effort soutenu de consolidation des acquis par l'accompagnement des organes de gestion.

La mise en œuvre du nouveau schéma de partenariat stratégique et opérationnel en se basant sur des ONG avec plus de capacités, est en cours. Néanmoins, il faut s'assurer que ces ONG assument réellement la tâche de renforcer aussi d'autres ONG, notamment des ONG locales, pour qu'elles deviennent des partenaires valables dans le processus.

Il serait bien de réaliser une étude sur la réintégration communautaire des ex combattants et son impact sur la consolidation de la paix, la cohésion sociale et la stabilité. En effet, diverses expériences ont été conduites sur le terrain, mais n'ont jamais été évaluées dans leur approche, leur stratégie, leur impact, etc. On citera entre autres, les expériences de ARDA, OIM, FAO, CARITAS dans le cadre du PNDDR, l'expérience du CRK, du DDR I, DDR II et DDR III en Ituri avec des approches individuelles, collectives, communautaires sur base des paquets d'appui variant entre 400, 600 et 700 \$US per capita selon l'expérience, avec ou sans filet de sécurité, avec ou sans HIMO.

ANNEXE 1 : Les réalisations

Annexe :

SITUATION DE REINSERTION DES Ex COMBATTANTS ET COMMUNAUTES D'ACCUEIL 2011

A° constitution des groupes solidaires et adhésion aux micro-finances

N°	Nom du Groupe Solidaire	Total des Membres	Hommes	Femmes	Filière	Village (Groupement)	Adhésion à la Coopérative (Oui ou Non)	Autres lieux Forme d'Épargne	Nom de la Coopérative Contact	Localisation	N° de contact du Président du Groupe
1	AMANI	4	2	2	Petit commerce	Q. Katindo	Oui	Épargne & Crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma	
2	UMOJA	6	3	3	Petit commerce	Birere	Oui	Épargne & Crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma	971322282
3	TUPENDAN E	5	2	3	Elevage/Porc	Katindo II	Oui	Épargne & Crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma	991375374
4	UMOJA NINGUVU	4	2	2	Petit commerce	Entée Musée	Oui	Épargne & Crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma	854419797
5	AGANO	3	1	2	Petit commerce	Kiziba II	Oui	Épargne & Crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma	
6	TRAVAILLONS ENSEMBLE	3	3	0	Petit commerce	Himbi Lusangi Hôtel	Oui	Épargne & Crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma	
7	MAENDELEO	3	3	0	Coiffure	Entée ULPGL	Oui	Épargne & Crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma	
8	SONGAMBELE	4	4	0	Coiffure	Entrée ULPGL	Oui	Épargne & Crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma	
9	DIEU MERCI	4	4	0	Coiffure	Kiziba II	Oui	Épargne & Crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma	

10	SIMAMENI	3	1	2	Petit commerce	MUNIGI	Oui	Epargne & Crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma	
11	ARPD	3	2	1	Petit commerce	Katindo II	Oui	Epargne & Crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma	
12	USHINDI	7	7	0	Meunerie	Mugunga	Oui	Epargne & Crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma	859206492
13	MWANGAN ZA	4	2	2	Elevage	Rusayo	Oui	Epargne & Crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma	995875721
14	AKONKWA	11	8	3	Coiffure	Himbi I	Oui	Epargne & Crédit	MECREGO	Ville de Goma	859262983
15	LA SOLIDARITE	22	15	7	Menuiserie	Office II	Oui	Epargne & Crédit	MECREGO	Ville de Goma	990518138
16	LA PATIENCE	23	17	6	Ajustage soudure	Katindo II	Oui	Epargne & Crédit	MECREGO	Ville de Goma	853118249
17	HERI KWETU	18	15	3	Elevage/Poules	Himbi I	Oui	Epargne & Crédit	MECREGO	Ville de Goma	995575515
18	KALAMO	18	14	4	Menuiserie	Ndosho	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma	972468300
19	Association ELIKYA	16	14	2	Ajustage et Soudure	Katindo/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma	
20	Association des Femmes boulangères pour le Développement	15	14	1	Boulangerie	Katindo/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma	
21	Association LA BEAUTE DU QUARTIER	20	19	1	Menuiserie	Katindo/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma	
22	Association	10	10	0	Couture	Katindo/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC	Ville de	

	TUVUMILIANE							Crédit	IMARA	Goma
23	Association FREEDOM	18	15	3	Parfumerie	Mikeno/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
24	Association AMANI LEO	12	10	2	Vulcanisation/Quadonnerie	Mikeno/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
25	Association MTU NI MTU	10	9	1	Ajustage & Soudure	Mikeno/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
26	Association FINI LA RECREATION	12	10	2	Coiffure	Mikeno/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
27	Association YESU NI JIBU	12	10	2	Menuiserie	Ngangi	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
28	Association MENDELEO	14	13	1	Coupe et Couture	Bujovu/Nyiragongo	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
29	Association LA FONTAINE	12	11	1	Agriculture	Bujovu/Nyiragongo	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
30	Association TUUNGANE	10	10	0	Menuiserie	Bujovu/Nyiragongo	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
31	Association TUUNGANE	11	10	1	Coiffure	Virunga/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
32	Association des Techniciens de Goma (ATG)	13	12	1	Mécanique	Centre Ville/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
33	Association BETA FORT	12	8	4	Ajustage & Soudure	Centre Ville/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma

34	Association NOUVELLE VISION	11	10	1	Menuiserie	Centre Ville/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
35	Association RAFIKI	12	10	2	Boucherie	Centre Ville/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
36	Association pour le Développement Communautaire	21	18	3	Vulcanisation /Quadonnerie	Centre Ville/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
37	Association MAENDELEO	13	11	2	Savonnerie	Katoyi	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
38	Association TUUNGANE	14	13	1	Coordonnerie	Katoyi/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
39	Association des Photographes MUUNGAN O BELLES PHOTOS	8	6	2	Photographie	Ndosho/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
40	Association pour la Promotion de l'Emploi et Agropastoral « AEAP »	21	19	2	Menuiserie	Ndosho/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
41	Association des Jeunes pour le	23	17	6	Coiffure	Himbi/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma

	Développement de Kirotshe									
42	Association UPENDO NA UMOJANI MAENDELEO	18	17	1	Elevage des poules	Kituku /Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
43	Association FAIDA	17	16	1	Elevage des porcs	Ndocho/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
44	Association NABANA	21	15	6	Elevage des porcs	Katoyi/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
45	Association des Brasseurs de Mugunga « ABESOM »	11	10	1	Brasserie Artisanale	Mugunga/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
46	Association des Couturiers pour la solidarité de Mugunga « ACOSOM »	11	10	1	Coupe & Couture	Mugunga/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
47	Association LA VIE	12	11	1	Menuiserie	Mugunga/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
48	Association LA PATIENCE DE	17	16	1	Coiffure	Mugunga/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma

	MUGUNGA									
49	Association AMANI DE MUGUNGA « AAMDMD »	11	10	1	Coupe & Couture	Mugunga	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
50	Association pour l'Elevage et l'Agriculture de Mugunga	11	10	1	Elevage de porc	Mugunga/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
51	Association FUKA MBUYA	12	12	1	Agriculture	Sake/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
52	Association LA SAGESSE	15	14	1	Coiffure	Ndosho/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
53	Association USHINDI	12	12	1	Bloqueterie	Kyeshero/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
54	Association LA GLOIRE	11	10	1	Coiffure	Ndosho/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
55	Association TUEPUKE UCHAFU	12	10	2	Savonnerie	Mugunga/Goma	Oui	Epargne & Crédit	COOPEC IMARA	Ville de Goma
56	Association AMANI NJO UMOJA	12	11	1	Menuiserie	Masisi/Centre				
57	Association AMANI NI MAENDELE O	12	11	1	Coiffure	Masisi/Centre				
58	Association AMUKENI	12	11	1	Elevage des chèvres	Masisi/Burola				

59	Association MUKONO KWA MUKONO	12	11	1	Elevage des porcs	Masisi/Mutiri				
60	Association UFUGO NJO MAENDELEO	16	11	1	Elevage des chères	Masisi/Buabo				
61	Association des Artistes de Nzulo	16	15	1	Pècherie artisanale	Nzulo				
62	Association BUNFIKANO	21	20	1	Elevage des chèvres et porcs	Masisi/Bulwa				
63	Association MUUNGANO	21	20	1	Elevage des chèvres et porcs	Masisi/Miamo				
64	Association AMANI DE MASISI	12	11	1	Agriculture	Masisi/Rona				
65	Association MAPENDO	21	20	1	Elevage	Masisi/Centre				
66	Association MUKULIMA	21	20	1	Agriculture	Masisi/Kihuma				
67	Association UJENZI BORA	17	15	2	Briqueterie	Kinyandonyi				
68	Association pour le Développement et la Paix	11	10	1	Minoterie	Kinyandonyi				

69	Association des Jeunes Démobilisés pour le Développement Rural « AJDDR »	10	8	2	Menuiserie	Kinyandonyi				
70	Association RUTA	11	10	1	Menuiserie	Rutshuru				
71	Association LA SAGESSE	11	10	1	Coupe & Couture	Rutshuru				
72	Association LA JOIE DE BUZITU	10	7	3	Boulangerie	Rutshuru				
73	Union des Démobilisés Volontaires pour le Développement des Paysans « UDEVODE P »	13	11	2	Menuiserie	Rugari/Rutshuru				
74	Coopérative des fabricants des blocs de Rumangabo	10	8	2	Bloqueterie	Rumangabo				
75	Association LA PATIENCE	10	10	1	Coiffure	Kiwanja				

	DE KIWANJA Salon Best Live								
76	Muungano Wa Maendeleo pa Buchoko « MUMABU »	10	8	2	Briqueterie	Biruma/Rutshuru			
77	Association des Jeunes Couturiers pour le Développe ment Rural « AJCDR »	10	7	3	Couture	Kinyandonyi			
78	Umoja Wa Maendeleo wa Ulimaji	21	21	0	Agriculture	Rumangabo			
79	Association des Jeunes pour le Développe ment de Kiseguru	22	27	0	Agriculture	Kiseguru			
80	Communaut é des Démobilisés pour le Développe ment de Kiseguru	22	22	0	Boulangerie	Kiseguru			
81									

82	Association AFIA BORA	26	26	0	Menuiserie	Buzito/Rutshuru				
83	Association Bon Samaritain	25	25	0	Elevage des chèvres	Bunyangula				
84	UPENDO	15	10	5	Elevage chèvres	Mugunga	Oui	Epargne & Crédit	MECREGO	Ville de Goma
85	BORA UZIMA	16	10	6	Coiffure	Birere	Oui	Epargne & Crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma
86	FURAHA	12	9	3	Couture	Birere	Oui	Epargne et crédit	Tujenge Pamoja	Ville de Goma
87	TUJENGE	15	2	13	Petit commerce	Alanine	Oui	Epargne et crédit	MECREGO	Ville de Goma
88	MWANA MAYI	23	18	5	Pêche artisanale	Kituku /Goma	Oui	Epargne et crédit	MECREGO	Ville de Goma
89	NYAMAGANA	19	11	8	Pêche artisanale	Mubambiro	Oui	Epargne et crédit	MECREGO	Ville de Goma
90	FARADJA	8	3	5	Petit commerce	Alanine	Oui	Epargne et crédit	MECREGO	Ville de Goma
91	UFADE	15	0	15	Broderie	Birere	Oui	Epargne et crédit	MECREGO	Ville de Goma

NOM DU GROUPE SOLIDAIRE	TOTAL MEMBRES	COMPOSITION DES MEMBRES		FILIERE EXPLOITEE	(Village groupement)	ADHESION A LA COOPERATIVE (oui) ou (non)	Localisation
		Homme	Femme				
I. PROJET DE REINSERTION EX COMBATTANTS A							

NOM DU GROUPE SOLIDAIRE	TOTAL MEMBRES	COMPOSITION DES MEMBRES		FILIERE EXPLOITEE	(Village groupement)	ADHESION A LA COOPERATIVE (oui) ou (non)	Localisation
		Homme	Femme				
WALIKALE /HOMBO							
MAVUNO	50	44	6	Savonnerie		Absence d'Institution Financière	HOMBO / KAMPALA
UZIMA	8	8	0	Vente produits pharmaceutiques		Absence d'Institution Financière	HOMBO NORD
UMOJA NI NGUVU	13	13	0	Vente huile de palme		Absence d'Institution Financière	HOMBO NORD
CHUNGA MALI	7	3	4	Pâtisserie		Absence d'Institution Financière	HOMBO NORD
VUKA NGAMBO	6	6	0	Coiffure		Absence d'Institution Financière	HOMBO NORD
UVUMILIVU	7	7	0	Vente produits bralima		Absence d'Institution Financière	HOMBO NORD
MUNGU NI MKUBWA	7	4	3	Vente tôles		Absence d'Institution Financière	HOMBO NORD

NOM DU GROUPE SOLIDAIRE	TOTAL MEMBRES	COMPOSITION DES MEMBRES		FILIERE EXPLOITEE	(Village groupement)	ADHESION A LA COOPERATIVE (oui) ou (non)	Localisation
		Homme	Femme				
MAENDELEO	6	5	1	Vente tôles		Absence d'Institution Financière	HOMBO NORD
TUJENGE SASA	6	6	0	Vente poissons salés		Absence d'Institution Financière	HOMBO NORD
VICTOIRE	15	11	4	Vente carburant		Absence d'Institution Financière	HOMBO NORD
TUKO PAMOJA NA ETN	12	12	0	Vente produits bralima		Absence d'Institution Financière	HOMBO NORD
MUNGU NI TAJIRI	8	7	1	Vente pagnes		Absence d'Institution Financière	KATATWA
I. PROJET DE REINSERTION EX COMBATTANTS Goma et Nyiragongo							
KIN MODE							
CICUZA							
SALON DE COIFFURE							
VULCANOLOGIE/QUADO							
MOULIN							
METALIRGIE AFRICAINE	12	10	2	-	Ville de Goma	Oui	Q. Kyeshero

NOM DU GROUPE SOLIDAIRE	TOTAL MEMBRES	COMPOSITION DES MEMBRES		FILIERE EXPLOITEE	(Village groupement)	ADHESION A LA COOPERATIVE (oui ou (non)	Localisation
		Homme	Femme				
ATELIERS UMOJA :							
- Maçonnerie	8	8	0		Goma		Q. Kyeshero
- Menuiserie	6	6	0		Goma		
- Plomberie	9	9	0		Goma		
ATELIERS DE COUTURE:					Goma		
- Ahadi	6	0	6		Goma		Q. Katindo
- Tulia	6	0	6		Goma	Oui tujenge	Q. Himbi
- Misericorde	4	0	4		Goma		Q. Ndosho
- Amani	6	0	6		Goma		Q. Kyeshero
MENUISERIE VIJANA KAZINI	6	6	0		Goma		Q. Ndosho
SECRETARIAT HOPPING	6	2	4		Goma	mecre ndosho	Q. Himbi
RESTAURANT TUMAINI	6	1	5		Goma		Q. Ndosho
ATELIER DE SOUDURE YETU	5	5	0		Goma		Q. Kyeshero
SECRETARIAT PONCTUALITE	4	2	2		Goma	mecre	Q. Katindo
ATELIER DE MECANIQUE	11	11	0		Goma		Kyeshero
ATELIER DE MECANIQUE	6	6	0		MASISI		Centre
COUTURE (3 ateliers)	18	0	18		MASISI		- Nyabiondo
							- Boabo
							- Centre
MENUISERIE	11	11	0		MASISI		Centre

NOM DU GROUPE SOLIDAIRE	TOTAL MEMBRES	COMPOSITION DES MEMBRES		FILIERE EXPLOITEE	(Village groupement)	ADHESION A LA COOPERATIVE (oui) ou (non)	Localisation
		Homme	Femme				
PLOMBERIE	4	4	0		MASISI		Centre
MUNGU NI MKUBWA	5	2	3	Petit commerce	GOMA	Non	Q. Kyeshero
MAPENDO	4	3	1	Petit commerce	GOMA	Non	Q. Kyeshero
NZAMBE AZOSALA	5	2	3	Petit commerce	GOMA	Tujenge pamoja	Q. Kyeshero
USHIRIKA I.	5	2	3	Petit commerce	GOMA	Tujenge pamoja	Q. Ndosho
UMOJA NI NGUVU	4	3	1	Salon de coiffure	GOMA	Non	Q. Katindo
L'AVENIR DE DEMAIN	3	3	0	Salon de coiffure	GOMA	Non	Q. Kyeshero
AMANI	8	2	6	Exploitation Moulin	GOMA		Q. Ndosho
MAENDELEO	5	3	2	Petit commerce	GOMA		Q. Ndosho
LA FORCE	9	9	0	Mécanique	GOMA		Q. Mugunga
LA BENEDICTION	4	2	2	Petit commerce	GOMA	Tujenge pamoja	Q. Ndosho
					GOMA		

N°	Nom du Groupe	Nom du Président	Contacts	Localisation	Filières d'Activité	Membres			Adhésion à une Coopérative	
						Hommes	Femmes	Total	Oui	Non
1	TULIYA	NEPANEPA	997765420	Oicha	Broderie		35	35	Oui	Tontine
					Coupe et couture	14	68	82		
					Agriculture	29	37	66		
					Alphabétisation	11	27	38		
					Moulin					
					Huilerie Mécanique					
					Tissage de Panier		71	71		
					Teinture Africain	3	22	25		
					Tricotage		20	20		
					Total	57	280	337		
2	OBUGHUMA	KICHELE	997442851	MANGINA	Broderie		14	14	Oui	Tontine
					Coupe et couture	3	49	52		
					Agriculture	8	17	25		
					Moulin	3	2	5		
					Huilerie Mécanique	3	4	7		
					Tissage de Panier		19	19		
					Alphabétisation	3	73	86		
					Teinture Africain		10	10		

N°	Nom du Groupe	Nom du Président	Contacts	Localisation	Filières d'Activité	Membres			Adhésion à une Coopérative	
						Hommes	Femmes	Total	Oui	Non
3	WANZAVULA	AUGUSTIN	994256500	MBUTABA	Tricotage		11	11	Non	
					Total	20	199	229		
					Broderie					
					Coupe et couture		67	67		
					Agriculture	19	43	62		
					Huilerie Motorosirée					
					Tissage de Panier	3	12	15		
					Alphabetisation	1	12	13		
					Teinture Africain	3	12	15		
					Savonnerie	5	7	12		
Restaurant		15	15							
Total	31	168	199							
4	PENDA KAZI	KAVIRA		BURUSI	Broderie		15	15	Oui	
					Elevage Mouton	3	12	15		
					Agriculture	8	22	30		
					Tissage de Panier		15	15		
					Alphabétisation	10	55	65		
					Teinture Africain		15	15		
					Savonnerie	10	5	15		
					Tricotage		15	15		
					Total	31	154	185		

N°	Nom du Groupe	Nom du Président	Contacts	Localisation	Filières d'Activité	Membres			Adhésion à une Coopérative	
						Hommes	Femmes	Total	Oui	Non
5	FORIC	MAMY NDONI	999156594	BENI	Petit commerce/Alimentation et Divers	11	6	17	Oui	
					Petit Commerce/ vente Carburant	5		5		
					Agriculture et Elevage/Salon	4		4		
					Total	20	6	26		
6	MAAMS			BENI	Elevage	6	4	10		Non
7	MCOV	JONATHAN KATEMBO	997776409	KASINDI	Agropastorale	18	2	20		Non
8	SOPREDU I et II	Alexis KASEREKA	998492173	Butembo, Lubero	Elevage& Agriculture	73	20	93	Oui	
					Menuiserie	6		6		
					Pâtisserie	1		1		
					Salon de Coiffure	12		12		
					Total	92	20	112		
9	CROIX ROUGE			Butembo	Pâtisserie	5	2	7	Oui	
10	AAC			Butembo	Salon de Coiffure	11	1	12		
11	PADI			Butembo	Elevage	6	2	8		
12#	PEREX			Butembo, Lubero	Petit Commerce		52	52		
13	RMI			Butembo	Petit Commerce	18	2	20		

N°	Nom du Groupe	Nom du Président	Contacts	Localisation	Filières d'Activité	Membres			Adhésion à une Coopérative	
						Hommes	Femmes	Total	Oui	Non
14	PIDAF			Butembo	Apiculture	37		37		
15	IJAD			Butembo	Petit Commerce	16	4	20		
					Total Général	631	900	1531		

N°	NOM DU GROUPE SOLIDAIRE	TOTAL MEMBRES	COMPOSITION des MEMBRES		FILIERE EXPLOITEE	Si possible quantité de production	(village-groupement)	ADHESION A LA COOPERATIVE (oui) OU (non)	Nom de la coopérative n° de contact	localisation	N° de contact du président de groupe
			HOMME	FEMME							
1	AMANI I	3	1	2	pt		Walikale	Oui/N°compte132	COOPEC	Walikale	

					commerc e		Centre	428	Imara		
2	AMANI II	3	2	1	pt commerc e		Walikale Centre	Oui/N°compte132 405	COOPEC Imara	Walikale	
3	BARAKA I	2	2	0	pt commerc e		Walikale Centre	Oui/N°compte132 407	COOPEC Imara	Walikale	
4	BARAKA II	3	3	0	pt commerc e		Walikale Centre	Oui/N°compte132 408	COOPEC Imara	Walikale	
5	BUUMA I	2	0	2	pt commerc e		Walikale Centre	Oui/N°compte132 410	COOPEC Imara	Walikale	
6	BUUMA II	3	0	3	pt commerc e		Walikale Centre	Oui/N°compte132 411	COOPEC Imara	Walikale	
7	BUUMA IV	3	2	1	pt commerc e		Kirundu	Oui/N°compte132 418	COOPEC Imara	Walikale	
8	CITE I pt com	2	2	0	pt commerc e		Walikale Centre	Oui/N°compte132 424	COOPEC Imara	Walikale	
9	IMARA	3	0	3	pt commerc e		Walikale Centre	Oui/N°compte132 429	COOPEC Imara	Walikale	
10	KARAMO II	3	0	3	pt commerc e		Walikale Centre	Oui/N°compte132 434	COOPEC Imara	Walikale	
11	KARAMO III	3	1	2	pt commerc e		Kampala/Wali kale	Oui/N°compte132 435	COOPEC Imara	Walikale	
12	LA	2	2	2	pt		Walikale	Oui/N°compte132	COOPEC	Walikale	

	VICTOIRE				commerc e		Centre	439	Imara		
13	LOWA	3	3	0	Salon de coiffure		Walikale Centre	Oui/N°compte132 440	COOPEC Imara	Walikale	
14	Maendeleo II	2	2	0	pt commerc e		Nyamitaba	Oui/N°compte132 442	COOPEC Imara	Walikale	
15	MAONEO	2	1	1	pt commerc e		Walikale Centre	Oui/N°compte132 444	COOPEC Imara	Walikale	
16	MATTHIEU 7:7	3	3	0	Briquetter ie		Walikale Centre	Oui/N°compte132 446	COOPEC Imara	Walikale	
17	MUTEKE	3	3	0	pt commerc e		Itebero	Oui/N°compte132 485	COOPEC Imara	Walikale	
18	MWANGAZ A	3	1	2	pt commerc e		Walikale Centre	Oui/N°compte132 454	COOPEC Imara	Walikale	
19	NGOA	3	2	1	pt commerc e		Kampala/Wali kale	Oui/N°compte132 455	COOPEC Imara	Walikale	
20	SALAMA	2	1	1	Huile de palme		Nyasi/Butua	Oui/N°compte 132462	COOPEC Imara	Walikale	
21	TOKA CHINI	2	2	0	Moulin de manioc		Walikale Centre	Oui/N°compte132 463	COOPEC Imara	Walikale	
22	TULIZO	2	0	2	pt commerc e		Itebero	Oui/N°compte132 466	COOPEC Imara	Walikale	
23	TUMAINI MAISON	3	1	2	Coupe couture		Walikale Centre	Oui/N°compte 132467	COOPEC Imara	Walikale	
24	TUSAIDIAN E	3	0	3	Moulin de manioc		Walikale Centre	Oui/N°compte132 468	COOPEC Imara	Walikale	
25	TUSAKANE	2	1	1	pt		Walikale	Oui/N°compte132	COOPEC	Walikale	

					commerc e		Centre	469	Imara		
26	TUSHIMANE	3	2	1	pt commerc e		Mubi	Oui/N°compte132 470	COOPEC Imara	Walikale	
27	UJUZI	3	3	0	pt commerc e		Walikale Centre	Oui/N°compte132 472	COOPEC Imara	Walikale	
28	UKIMYA	3	3	0	pt commerc e		Walikale Centre	Oui/N°compte132 473	COOPEC Imara	Walikale	
29	UMOJA I	2	2	0	pt commerc e		Walikale Centre	Oui/N°compte132 474	COOPEC Imara	Walikale	
30	USHINDI	3	1	2	Boulang erie		Walikale Centre	Oui/N°compte132 477	COOPEC Imara	Walikale	
31	USHIRIKA	2	1	1	Moulin de manioc		Walikale Centre	Oui/N°compte 132478	COOPEC Imara	Walikale	

QUELQUES IMAGES POUR ILLUSTRER LES ACTIVITES REALISEES SUR TERRAIN



Mot de circonstance du chef de groupement représentant le mwami à l'ouverture de l'atelier de formation à Kiwanja



des

Intervenant en module élevage
Travaux en carrefour

A Matanda, le chef de groupement était aussi présent lors de l'ouverture...



Intervenant en
module gestion
AGR





Photo de famille à Kitshanga



Des sachets au repiquage dans les champs, les plantules repiquées sont en croissance...



De l'élevage au petit commerce en passant par des moulins, les ex-combattants sont occupés et peuvent gagner à travers leurs activités...

des



Kiwanja, Nyamilima, Sake, Masisi, Kitshanga, visibilité a été renforcée. ...même sur les salons de coiffure



A
etc... la étoffes